

Brochure n° 3064

Conventions collectives nationales

INDUSTRIES DE LA FABRICATION DE LA CHAUX

IDCC : 1177. – **Ouvriers**

IDCC : 1178. – **ETDAM**

IDCC : 1119. – **Cadres**

ACCORD DU 1^{ER} JUILLET 2010

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA

AU 1^{ER} SEPTEMBRE 2010

NOR : ASET1051313M

IDCC : 1119

PRÉAMBULE

Il avait été convenu que la délégation patronale approfondirait les résultats de la mise en application de la proposition minima cadres du 26 juin 2008. Pour ce faire, une enquête « minima cadres » a été relancée en 2010 sur les salaires réels.

Il avait été convenu qu'une réunion paritaire technique restreinte serait tenue au siège de l'UPC, dans cette optique afin d'examiner avec les partenaires sociaux les informations recueillies dans l'enquête.

Cette réunion s'est tenue le 1^{er} juillet 2010.

Sur la base des informations recueillies et présentées, et des demandes formulées par les organisations syndicales, il a été arrêté et convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

Grille des salaires minima des cadres

La grille des salaires minima des cadres est fixée à effet du 1^{er} septembre 2010 comme suit.

Rémunérations annuelles minimales (y compris variable hors gratification et prime de vacances)

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE AU 1 ^{ER} OCTOBRE 2010
260 (à définir)	28 449
270 (à définir)	29 543
280	30 637
300	32 826
305	33 373
325	35 561
400	43 768

Il est rappelé que les salaires annuels minima ci-dessus mentionnés prennent en compte, pour chaque coefficient, la rémunération des gardes et dépannages exceptionnels de l'encadrement usine ou toute autre prime à l'exception :

- de la gratification de fin d'année prévue à l'article 5 de la convention ;
- de la prime annuelle de vacances prévue à l'article 7-IV de la convention ;
- des éventuelles heures supplémentaires et de leurs majorations ;
- des éventuelles majorations des dimanches, nuits et jours fériés ;
- des heures complémentaires ;
- des primes versées au titre de l'intéressement et la participation, de l'épargne salariale ;
- des indemnités versées en contrepartie de frais professionnels engagés par les salariés ;
- des sommes versées pour fin de contrat ;
- des primes, indemnités et gratifications prévues par la convention collective.

Enfin, il est rappelé que, à la fin de chaque année civile, l'employeur doit vérifier que le montant total de la rémunération annuelle brute du salarié est au moins égale au minimum annuel conventionnel auquel il peut prétendre. A défaut l'employeur doit procéder à une régularisation au plus tard à la fin du premier trimestre de l'année suivante.

Article 2

Incidence sur les salaires réels

Les partenaires sociaux, pour procéder à l'actualisation de la grille des salaires minima des cadres, se sont appuyés sur les résultats d'une enquête menée par le syndicat sur les salaires réellement pratiqués dans les entreprises.

Le but de la démarche est de faire vivre la grille des salaires minima conventionnels en tenant compte de la réalité du terrain.

Il a par ailleurs été précisé que, compte tenu des résultats de l'enquête, la présente actualisation de la grille des salaires minima des cadres ne devrait pas entraîner d'augmentation des salaires réellement pratiqués dans les entreprises.

La grille figurant à l'article 1^{er} servira de base à négociation de révision des salaires minima cadres qui se déroulera en 2011 et sera revalorisée des valeurs qui ressortiront à cette négociation.

Article 3

Application de la classification et des coefficients de la convention

Au travers des résultats de l'enquête réalisée, il est apparu nécessaire aux partenaires sociaux d'attirer l'attention des entreprises sur la nécessité d'appliquer avec beaucoup de rigueur la classification et les coefficients définis dans la convention, et ce afin de pouvoir continuer à faire vivre correctement l'évolution de la grille des salaires minima.

Article 4

Force obligatoire

Le présent accord a valeur impérative au sens de l'article L. 2253-1 *in fine* du code du travail, en ce qu'aucun accord ou convention d'entreprise ou d'établissement de la branche ne pourra déroger en tout ou partie dans un sens moins favorable aux salariés aux dispositions qui précèdent.

Article 5

Dépôt à la direction départementale du travail

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt à la direction départementale du travail de Paris, dans les conditions fixées à l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 6

Extension

Les articles 1^{er}, 2, 3 du présent accord feront l'objet d'une demande d'extension auprès de la direction départementale du travail et de l'emploi.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UPC.

Syndicats de salariés :

BATIMAT-TP CFTC ;

FG FO ;

FNCB CFDT ;

SICMA CFE-CGC.